

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 48 (1956)
Heft: 6

Artikel: Conditions d'existence, revendications et aspirations des travailleurs français
Autor: Schaerf, Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-384966>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

C'est dire que la réforme nécessaire n'interviendra pas, du moins dans un délai prévisible. Le travailleur soviétique devra continuer à peiner durement pour un standard de vie nettement inférieur à celui de l'ouvrier de l'Occident. La propagande officielle s'emploiera, comme hier, à le convaincre que ces sacrifices sont nécessaires pour assurer le passage du socialisme au communisme. Mais cette propagande sera-t-elle toujours efficace?

Conditions d'existence, revendications et aspirations des travailleurs français

Les résultats d'une enquête par sondage

Par le Dr Jacques Schaerf, Paris

L'opinion mondiale n'a pas été peu étonnée de constater, lors des élections françaises du 2 janvier 1956, que 5,3 millions de Français, soit 400 000 de plus que lors des élections de 1951 à l'Assemblée nationale, ont donné leur suffrage au Parti communiste. Les conditions d'existence du peuple français ne s'étaient-elles pourtant pas améliorées très sensiblement dans l'intervalle? On en a conclu que les travailleurs sont toujours plus sensibles aux mots d'ordre révolutionnaires, toujours plus enclins aux solutions de force — ce que démontreraient d'ailleurs, bien qu'elles aient été déclenchées par les syndicats libres et par les chrétiens-sociaux, les grèves massives de l'été 1955. A première vue, cette analyse peut paraître juste. Mais on ne saurait porter un jugement valable sur les réactions des travailleurs français sans connaître exactement les divers courants idéologiques, les conditions d'existence des masses, leur comportement face aux problèmes économiques et sociaux, leurs revendications et leurs aspirations. Le fait que plus de 20% des électeurs français votent pour le Parti communiste révèle sans conteste le mécontentement d'une classe travailleuse profondément persuadée qu'elle ne participe pas de manière équitable à l'accroissement du revenu national. Il serait cependant faux d'en conclure à un renforcement des tendances révolutionnaires. Les résultats d'une enquête par sondage exécutée tout récemment par l'Institut français d'opinion publique donnent une image plus juste et plus nuancée de la réalité française.

Aujourd'hui encore, plus de 50% des salariés consultés gagnent moins de 40 000 fr. français par mois, compte tenu des allocations pour enfants, des prestations sociales de l'entreprise, etc. 31% ont un revenu oscillant entre 40 000 et 60 000 fr. et 19% seulement un revenu supérieur. Il convient de relever que, pour obtenir ce revenu,

l'ouvrier travaille de quarante-cinq à soixante heures par semaine. Ces gains, qu'il faut apprécier par rapport au pouvoir d'achat interne du franc français et non pas par rapport au cours officiel du change, correspondent à un pouvoir d'achat de 350 à 520 fr. suisses. Dans ces conditions, il est assez compréhensible que 19% seulement des salariés disposent d'une épargne dont le montant est supérieur à trois mois de salaire; pour 24% des travailleurs, l'épargne correspond à un ou à deux mois de salaire au plus. Plus de 50% des travailleurs consultés déclarent qu'ils ont beaucoup de peine à nouer les deux bouts. 50% également d'entre eux ne sont pas en état de renouveler normalement leur garde-robe. 44% des ménages ouvriers ne sont pas en mesure de passer leurs vacances conformément à leurs aspirations. Il faut rogner sur les dépenses alimentaires. 39% déclarent qu'ils ne peuvent pas acheter suffisamment de viande et 49% pas assez de fruits et de légumes. C'est dire que les revenus ne permettent pas de couvrir tous les besoins élémentaires.

Le logement est sans contredit le plus brûlant des problèmes auxquels les travailleurs français ont à faire face. Bien que l'on construise de 170 000 à 200 000 (1955) logements par an, les besoins sont encore très loin d'être couverts. Pour résoudre la question du logement de manière satisfaisante, il faudrait encore édifier 300 000 logements au moins par an et pendant trente ans. Pour le moment, on ne dispose ni des capitaux ni de la main-d'œuvre qui seraient nécessaires pour atteindre cette norme. Ce sont les travailleurs qui se ressentent le plus de cet état de choses. Une trop grande partie d'entre eux sont contraints de vivre dans des habitations vétustes, malsaines, dépourvues de tout confort et tristes à souhait. 8% seulement des travailleurs consultés admettent qu'ils sont décemment logés; 58% souhaitent une amélioration immédiate de leurs conditions de logement; 11% les estiment indignes et 23% mauvaises; 18% seulement des salariés français sont propriétaires; 10% disposent d'une chambre de bain ou d'une douche; 50% souhaitent une telle installation, mais la majorité d'entre eux tiennent ce vœu pour irréalisable dans les conditions présentes.

80% des travailleurs questionnés disposent d'un appareil de radio et 2% d'un appareil de télévision. 6% ont une armoire frigorifique, 13% une machine à laver et 10% une voiture. Mais ces achats ont été effectués au détriment d'autres besoins. 42% des travailleurs questionnés sont syndiqués, mais plus d'un tiers ne croient pas que l'organisation syndicale soit en mesure de contribuer d'une manière quelconque à l'élévation de leurs niveaux de vie, même si la situation économique du pays s'améliorait encore. Malgré cela, 19% seulement des travailleurs souhaitent un renversement du régime actuel, alors que 39% sont d'avis que seule une lente évolution peut améliorer la condition des masses travailleuses. A leur avis, seul un relèvement de 40% au moins des salaires actuels peut entraîner une

amélioration effective de cet état de choses, à la condition évidemment que les prix demeurent stables. Ils ajoutent que l'économie française serait en mesure d'augmenter dès maintenant les salaires de 12 à 15% sans que les entreprises fussent contraintes de reverser ces dépenses sur les prix. Cette enquête a révélé aussi que 60% des travailleurs interrogés ont l'impression que leurs conditions d'existence ne se sont pas améliorées au cours des cinq dernières années — et cela bien que les statistiques officielles traduisent une amélioration du pouvoir d'achat des salariés de l'ordre de 15%. Cette constatation en dit long sur l'importance des éléments subjectifs.

Dans l'ensemble, cette enquête montre que la situation présente des travailleurs français est encore loin d'être aussi satisfaisante que d'aucuns ne le prétendent. Le souci de l'avenir, le problème du logement, les restrictions qu'impose encore — même en matière d'alimentation — un budget insuffisant, le sentiment — et même la conviction — de ne pas participer de manière équitable à l'accroissement du revenu national, tout cela entretient un mécontentement dont la masse des suffrages communistes est une expression. Certes, des améliorations ont été conquises de haute lutte au cours des dernières années; elles sont cependant encore insuffisantes pour améliorer de manière très sensible les conditions d'existence des huit millions de salariés français. Seule une élévation notable des niveaux de vie peut modifier le comportement des travailleurs à l'égard du régime; mais ce but ne peut pas être atteint sans une réforme profonde des structures économiques. Bien que, dans leur majorité, les travailleurs ne souhaitent pas un bouleversement révolutionnaire de la société, ils appellent de leurs vœux des réformes progressistes et efficaces, propres à garantir une amélioration constante des conditions d'existence. Pour le moment, plus des deux tiers d'entre eux sont persuadés que le présent état de choses n'assure pas aux masses populaires un statut équitable et que ces dernières ne participent pas aux fruits du travail de tous dans une mesure conforme à leur effort.

Les syndicats et l'action politique en Grande-Bretagne

Par *Sir Vincent Tewson*,

secrétaire général du T. U. C. britannique et vice-président de la C. I. S. L.

En Grande-Bretagne, les syndicats n'ont jamais été des organes politiques, en ce sens que l'appartenance à un parti politique déterminé constituerait une qualification d'adhésion. Il n'en reste pas moins que plus de cinq millions de travailleurs anglais font partie du British Labour Party, par la filière de leur appartenance à 84 organisations syndicales. Ils prennent part à ses activités poli-